

mais le cinquième de ce qu'ils auraient dû être sous le rapport du nombre. Notre artillerie, arriérée

en qualité et en quantité, ne pouvait pas fournir plus de deux pièces par mille hommes, faute à la fois de matériel et de personnel, tandis qu'il en faut aujourd'hui quatre. Nos mitrailleuses, meur-

trieres à une certaine portée, ne pouvaient rem-
placer l'artillerie ordinaire. Nos régiments d'infan-

terre comptant 1,100 à 1,200 hommes présents au drapeau, et d'ailleurs trop peu nombreux, des mobiles à peine instruits, et n'ayant à aucun degré l'esprit militaire; nos places ni armées, ni complètes en vue de la nouvelle portée des armes de guerre, tout cela ne permettant pas de dire qu'on était prêt, et aurait dû nous rendre la plus pacifique des puissances et non la plus téméraire. Il est bien vrai qu'e, pour le temps qu'il avait eu, le maréchal Niel avait beaucoup fait, mais de là au complet état de guerre, il y avait loin et bien loin, et il n'aurait pas

eu la folie d'entreprendre une grande lutte avec de pareils moyens. Et cependant, malgré toutes ces

conditions d'immobilité, bien que nous n'eussions pas à l'ouverture du feu, plus de 240 à 250 mille hommes présents au drapeau, si au début on avait agi avec vigueur et présence d'esprit, si au lieu de demeurer vingt jours immobiles, sans plan, sans vues arrêtées, dispersés sur une ligne de cinquante lieues, de Thion-

ville au bord du Rhin, en cinq corps qui ne pouvaient pas se secourir les uns les autres, si au lieu d'accumuler ces laïques, on avait laissé seulement les hommes sur la crête des Vosges pour observer la vallée du Rhin. L'année 220 mille on eût marché vigoureusement sur Trèves, on aurait rabattu les Prussiens, peut-être menacés leur retraite, rejeté leur énorme masse sur Mayence, et chassé la face des événements. On le croyait tout à fait en Prusse, et les Prussiens, à l'instar d'Éttersbourg, la preuve que le roi de Prusse les avait vaincus, et l'empereur de Russie, convaincu que les Prussiens passeraient ainsi, s'étaient entendus dans cette hypothèse. Le prince Gortchikoff, qui se trouvait en ce moment en Allemagne avait reçu avis de se hâter, car autrement, disait-on, il serait pris des Français.

Loin de là, nous avions laissé accabler le maréchal de Mac-Mahon dans la vallée du Rhin, et après ce désastre, saisi de stupeur, nous n'avions eu qu'une fois, pour résoudre. Nous avions attendu d'être tournés pour prendre un parti, et ce parti avait consisté à exploiter l'Empereur de l'armée, ce qui n'avait pas empêché l'Empereur de la situation, ni fait cesser la confusion de cette terrible campagne.

Il est vrai que ces lenteurs nous ont coûté des vies et de volonté, étaient dues aussi à la nécessité de faire arriver tout ce qui manquait aux 50 mille hommes si mal engagés en Lorraine, nous le prouve, le reste, que rien n'était prêt, et que si nous n'avions montré le drapeau, la guerre déclarée, on

Aujourd'hui, il est de mode de dire que notre ancienne organisation militaire était défectueuse, que les troupes ne valaient rien, que les officiers, nos officiers, ne savaient rien, que tout, ce qu'on avait dégénéré en France; mais très-heureusement rien de tout cela n'est vrai. En Crimée, avec la fin de 1853, nos troupes avaient été les premières à mourir, les premiers à périr, les premiers à être martyrs, le défaut d'activité qui devait tout perdre plus tard. Mais aucune législation ne peut aller à réparer les fautes des hommes, et rien dans l'histoire n'est égale celles qui ont signalé chez nous la fin de l'empire. Les troupes ont été les premières à mourir, je l'observe avec la plus grande soin, et j'affirme que généraux, officiers, soldats valent ce qu'ils ont valu d'abord, et que s'ils ont succombé en 1870, cela est dû

Il y avait dans les rangs de l'armée un homme très-grande capacité militaire, mais dépourvu d'expérience politique, et beaucoup plus fait pour

[illegible]

à la défection du Corps-Législatif à l'égard du gouvernement était devenue extrême, et ce Corps autrefois docile, croyant alors tous les messages que débattait le pouvoir, ne croyait plus aujourd'hui à la vérité. Les yeux jadis exclusivement fixés sur le gouvernement, il tournait maintenant ses regards vers l'opposition, et il voulut introduire quelques-uns de ses membres dans le conseil de défense national à Paris. Il fut désigné pour cette fonction, M. Adrien Héribert.

à l'état où étaient toutes choses, il était impossible d'être utile. J'avais le pressentiment de grands travaux, que j'avais prévus, mais que je n'avais pu empêcher, et que je voulais se précipiter à l'exécution, un après-midi, je n'avais eu pour tout arrêt, que d'arrêter pendant un quart d'heure, mes amis, mais je les croyais irrépressibles, et ce sentiment me disposait à ne me mêler de rien. Pourtant, une ancienne autorité des fortifications de Paris, on l'appelait le faire entrer dans le conseil de la défense, et je refusai d'acquiescer. Je me disais : si je vais aller de moi-même sur les ouvrages pour voir tout d'un faisai, et l'un revenais chaque jour plus mécontent. Le désir du Corps-Législatif d'avoir l'œil sur ce qui se passait, s'étant prononcé d'avance, le gouvernement fut obligé de se conformer. Les membres du conseil, d'ailleurs, quelques-uns dévoués

meurs, mais peu d'entre nous se soucient
de les élus d'un pouvoir impuissant et décrié.
Il y a une sorte d'accommodement avec la Cham-
bre et je fus à la fois désigné par elle et par le
stère. J'eus pour collègues M^r. Daru, de Tal-
lât, Dupuy de Lôme et, je crois, M. Béhic. Nous
sûmes dix-sept avec les généraux précédemment
nommés. M^r. Moliniet et Béhic sont entrés comme
secrétaires. Nous étions quatre députés.
Après avoir peine entré dans le conseil de défense, je voulus
voir pour m'assurer par mes yeux de l'état des
affaires. Tous les matins, accompagné quelquefois
de M. le général Chancel Latour, plus habituelle-
ment par son neveu, M. Chaper, j'allais sur les
batteries, je portais tout ce qui me venait en l'esprit.

« Soir au conseil, et là le commencement des discussions qui duraient quelquefois jusqu'à une heure aux heures du matin. Les détails passés en revue nous occupons de la direction générale opérations, et bientôt l'expédition de Sedan de notre principale affaire. Ce qui me révoltait dans l'expédition projetée, c'était de penser qu'on apprendre notre dernière armée pour l'envoyer dans les Ardennes.

« Ces motifs qu'on avait pour tenter cette expédition étaient, d'ailleurs, à ce point de vue, tout à fait défectueux. »

« Les toutes sortes de conjectures se généralisent, et on se demande, par exemple, comment il est possible que, dans le gouvernement, c'était l'Empereur qui voulait l'expédition, par une sorte de point d'honneur, qu'elle s'était faite à l'égard de Metz, et que, par conséquent, le général Trochu, le maréchal Bazaine, qui était dieux, disait-elle, laisser périr sans secours. Ce ne l'idée aurait-elle été fautive et juste, si on n'avait pas laissé écouler le temps depuis nos premiers revers. Mais je rétorque tous les soirs, et M. le général Trochu avec moi, que si les Prussiens avaient le temps d'envelopper Metz, qu'ils eussent pu aller à Paris, il y avait un mur d'airain formé de 300 mille hommes, possible à percer; que le seul résultat qu'on n'aurait pu empêcher, c'était de perdre inutilement nos dernières

« Je pense que la défense de Paris se concevait une armée de secours, une armée de réserve, une armée de ses murs, que, sans une armée de ce genre, la défense de Paris serait une affaire humaine destinée à parer une reddition à merci et miséricorde ; on se priverait donc inévitablement et fatalement d'une armée de réserve, d'une armée de secours, et que, cet "armée de Sedan ne prissait pas", ce qui lui pût lui arriver serait d'être bloquée comme la Metz... "« Vous avec un maréchal bloqué, », « Je, vous en-aurez deux. » »

La discussion s'était renouvelée plusieurs fois, mais elle avait sans cesse débouché sur la même lorsque tout à coup, M. Jérôme David qui je saisais peu, mais qui montrait dans le conseil toute une calme, et une tristesse profonde, me la main et me dit à l'oreille ces mots : « Mon-

« Ces mots me fermèrent la bouche et je me sentais oppressé, pensant bien qu'il y avait quelque chose d'extraordinaire qui rendait toute discussion inutile. Je me dis que je m'imposai de contribuer à abréger la durée du conseil, et nous sortîmes vers une heure matinale. Descendus dans la rue Saint-Dominique, le comte David me prit à part, et me dit : « L'empereur est prisonnier; le maréchal Mac-Mast blessé mortellement. — » A cette nouvelle je me consternai, stupéfait. Je n'avais jamais vu M. le comte David ainsi. — »

...at mat- lation, mais sa personne m'intéres-
santement. J'étais navré d'entendre dire qu'il allait

